



SECURITY COUNCIL
REFERENCES
Conseil Economique
et Social
A RENDRE AU BUREAU E/5107

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1990/32/Add.1
10 novembre 1989

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Quarante-sixième session
Point 16 de l'ordre du jour provisoire

APPLICATION DE LA CONVENTION INTERNATIONALE SUR L'ELIMINATION
ET LA REPRESSION DU CRIME D'APARTHEID

Rapports présentés par les Etats parties en application
de l'article VII de la Convention

Additif

PHILIPPINES */

[17 janvier 1989]

*/ Le rapport initial du Gouvernement philippin (E/CN.4/1984/36/Add.1)
a été examiné par le Groupe des Trois à sa session de 1984.

GE.89-13885/2204A

1. Les Philippines soutiennent depuis 1946 les initiatives prises pour condamner la politique d'apartheid de l'Afrique du Sud, qui constitue un crime contre l'humanité, et appuient les sanctions prises contre ce pays, notamment la suspension de sa participation aux travaux de l'Assemblée générale des Nations Unies depuis 1974.
2. Les Philippines ont également adhéré aux conventions internationales sur la lutte contre la discrimination, comme la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et la Convention internationale contre l'apartheid dans les sports.
3. Membre fondateur du Comité spécial de l'ONU contre l'apartheid, les Philippines ont toujours appuyé les travaux de celui-ci.
4. Les Philippines n'entretiennent pas de relations diplomatiques avec l'Afrique du Sud.
5. Les Philippines n'entretiennent pas non plus de relations ou de liens de coopération économiques, commerciaux, culturels ou militaires avec l'Afrique du Sud.
6. Les Philippines ont décrété contre l'Afrique du Sud un embargo sur les échanges commerciaux et les voyages qui englobe notamment les prestations de services et l'émigration de main-d'oeuvre philippine vers ce pays.
7. Le Gouvernement philippin empêche les sociétés nationales d'embarquer des marins philippins à bord de navires immatriculés en Afrique du Sud.
8. Le Gouvernement philippin interdit aux bureaux d'embauche nationaux d'offrir aux marins philippins des places à bord des navires battant pavillon de complaisance dont les propriétaires sont Sud-Africains.
9. Aucune société inscrite au registre du commerce des Philippines n'a de relations d'affaires avec l'Afrique du Sud.
10. Le Gouvernement philippin n'accorde pas de visas aux ressortissants sud-africains, à moins que ceux-ci ne déclarent sur l'honneur et par écrit qu'ils renoncent à l'apartheid.
11. Pour témoigner de son soutien indéfectible à la lutte contre l'apartheid, aux Etats de première ligne et aux mouvements de libération nationale reconnus par l'Organisation de l'unité africaine et par l'Assemblée générale, le Gouvernement philippin a versé des contributions symboliques au Fonds AFRICA du Mouvement des pays non alignés.
12. Le Gouvernement philippin continue également à verser des contributions régulières au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud, au Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe, au Fonds d'affectation spéciale pour la diffusion d'informations contre l'apartheid et au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la Namibie.

13. Tant à l'Assemblée générale des Nations Unies que devant d'autres instances internationales, les Philippines ont systématiquement voté pour les résolutions condamnant l'apartheid, notamment pour les résolutions recommandant l'adoption de sanctions globales et obligatoires contre l'Afrique du Sud conformément aux dispositions du chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

14. Le Gouvernement philippin approuve sans équivoque le Programme d'édification de la nation namibienne et la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité, ainsi que l'action du Conseil des Nations Unies pour la Namibie.

15. Conformément aux engagements que les Philippines ont pris en adhérant à la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid, la Constitution philippine de 1987 proclame l'indépendance du pouvoir judiciaire et comporte une déclaration des droits offrant à toute personne une protection et des recours efficaces en cas de discrimination raciale. Aux termes de la section 18 (6) de l'article XIII de la Constitution philippine, la Commission philippine des droits de l'homme peut recommander au Congrès de prendre des mesures effectives pour que soient indemnisées les victimes de violations des droits de l'homme.

16. Les Philippines, Etat partie à la Convention internationale contre l'apartheid dans les sports, ne participent pas aux compétitions internationales sportives et autres où l'Afrique du Sud est représentée.

17. Le Ministère philippin de l'éducation, de la culture et des sports et le Ministère du travail et de l'emploi, respectivement, veillent à ce que soient respectées la Convention de l'UNESCO concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement et la Convention de l'OIT concernant la discrimination (emploi et profession).

18. Le décret présidentiel No 1350 du 17 avril 1978, qui déclare illégales les violations de l'article 4 de la Convention internationale des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et précise les peines encourues, demeure en vigueur.

19. Le 16 août 1987 a vu la création du Comité national contre l'apartheid, organisation non gouvernementale chargée de faire connaître aux Philippins les méfaits de l'apartheid. Ce comité prend à l'heure actuelle de l'importance, et des sections provinciales sont mises sur pied.

20. A l'initiative de M. Joseph Garba, Président du Comité spécial de l'ONU contre l'apartheid, et de M. Ahmed Yusuf, Ambassadeur du Nigéria aux Philippines, un Comité national contre l'apartheid a été créé le 26 août 1987.

21. Les membres de ce Comité se réunissent tous les deuxièmes mardis du mois au Centre d'information des Nations Unies à Manille.

22. Le Comité a organisé le 14 décembre 1987 un colloque auquel ont participé plus de 200 personnes, pour célébrer la Journée des droits de l'homme. L'invité d'honneur en était Son Excellence Krishnan Raghunath, ambassadeur de l'Inde.

23. Le 21 mars 1988, à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, un colloque a été organisé à Malolos (province de Bulacan), avec la collaboration du Comité philippin pour la paix et la solidarité. A cette occasion, Son Excellence Ahmed Yusuf, ambassadeur du Nigéria, a prononcé une allocution. Le Comité a distribué 500 exemplaires de la version en tagalog d'une brochure sur l'apartheid imprimée par le Comité national contre l'apartheid. Cette brochure sera distribuée à chaque colloque.

24. Le 25 mai 1988, au cours de la Semaine de solidarité avec les peuples coloniaux d'Afrique australe et le peuple de Guinée-Bissau et du Cap-Vert, un colloque a été organisé à l'Université de Cebu. Son Excellence Krishnan Raghunath, ambassadeur de l'Inde, y a prononcé une allocution.

25. D'autres conférences ont été organisées en 1988 :

- Le 16 juin, à Davao, à l'occasion de la Journée internationale de solidarité avec la population en lutte d'Afrique du Sud;
- Le 9 août à Baguio, à l'occasion de la Journée internationale de solidarité avec la lutte des femmes d'Afrique du Sud et de Namibie;
- Le 11 octobre à Bacolod, à l'occasion de la Journée de solidarité avec les prisonniers politiques de l'Afrique du Sud;
- Le 27 octobre à Cavite, à l'occasion de la Semaine de solidarité avec le peuple namibien;
- Le 10 décembre à Manille, à l'occasion de la Journée des droits de l'homme.

26. En outre, le Comité boycotte les produits sud-africains, et, quand ses fonds le lui permettront, il publiera une lettre trimestrielle d'information sur ses activités.

27. Des sections du Comité seront également organisées dans 77 provinces et 62 villes des Philippines. Dans la province de Bulacan, le gouverneur, M. Roberto Pagdangana, a accepté de présider la section locale.
